



Document synthèse
du rapport

**Portrait de l'exploitation
sexuelle en Haute-Yamaska
et Brome-Missisquoi**

**Comprendre
pour mieux
intervenir**

Réalisé par le
**Centre d'aide et de lutte
contre les agressions à
caractère sexuel, de Granby.**

Document synthèse du rapport
Portrait de l'exploitation sexuelle en
Haute-Yamaska et Brome-Missisquoi.
Comprendre pour mieux intervenir

**Rapport de recherche réalisé par
le Centre d'aide et de lutte contre
les agressions à caractère sexuel
de Granby.**

RECHERCHE ET RÉDACTION

Catherine Rousseau, M.A., professionnelle de recherche

Priscilla Viens, chargée de projet en exploitation sexuelle et intervenante, CALACS de Granby

RÉVISION

Chantal Brassard, coordonnatrice, CALACS de Granby

Anita Raymond, militante, CALACS de Granby

RÉFÉRENCE

CALACS de Granby et Rousseau, C. (2020). Portrait de l'exploitation sexuelle en Haute-Yamaska et Brome-Missisquoi. Comprendre pour mieux intervenir. Granby : CALACS de Granby.

Ce projet est financé par le Ministère de la Sécurité publique, dans le cadre du Programme de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des jeunes (PPI).

CALACS de Granby

C.P. 63, Granby (Québec) J2G 8E2

Tél. (450) 375-3338

PRÉSENTATION DU CALACS DE GRANBY

Le Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS) de Granby, actif depuis 1986, est un organisme féministe à but non lucratif qui lutte contre les agressions sexuelles et toute autre forme de violence sexuelle (p. ex. : exploitation sexuelle, harcèlement sexuel). Le CALACS de Granby vient en aide aux femmes et aux adolescentes de 12 ans et plus, sur les territoires de Brome-Missisquoi et de la Haute-Yamaska.

Nos services se déclinent en trois volets : la lutte et la défense de droits, l'aide directe et la prévention-sensibilisation. La lutte et la défense de droits se concrétisent par diverses implications sur des tables de concertation et par la participation à des journées d'action dénonçant la violence sexuelle faite aux femmes. La base de notre intervention est féministe et tient compte des aspects économiques, politiques et sociaux qui influencent la problématique. En ce sens, nous comprenons la violence comme la manifestation d'un climat social ayant des impacts négatifs sur les femmes. L'intervention féministe vise notamment à ce que les femmes puissent prendre conscience qu'elles ne sont pas responsables des actes subis. Les intervenantes du CALACS aident la victime d'agression à caractère sexuel à comprendre ce qui lui est arrivé, à extérioriser ce qu'elle a vécu, à se déculpabiliser pour en venir à se reconstruire en tant que personne à part entière. De fait, l'intervention par l'aide directe contribue à réduire les sentiments de culpabilité, d'impuissance et de désespoir qui sont le lot de bien des femmes. Enfin, des activités de prévention et de sensibilisation au sujet de la violence sexuelle sont offertes en milieu scolaire, tant auprès des adolescents et adolescentes, que du personnel. Des ateliers de formation et de supervision sont aussi offerts pour les intervenantes de différents milieux.

CONTEXTE DU PROJET

La croyance populaire selon laquelle l'exploitation sexuelle se produit uniquement dans les grandes villes contribue à la méconnaissance de celle-ci et au peu d'actions entreprises pour lutter contre elle à l'extérieur des centres urbains. Des discussions informelles avec des intervenantes du territoire ont révélé que plusieurs connaissent peu cette problématique et se questionnent sur la façon d'aborder ce sujet avec les personnes fréquentant leur organisme, alors que d'autres dénotent un manque d'outils pouvant les soutenir dans leurs pratiques d'intervention.

En réponse à ces constats, le CALACS de Granby souhaitait dresser un portrait de la problématique de l'exploitation sexuelle sur les territoires de la Haute-Yamaska et de Brome-Missisquoi afin d'en déterminer l'ampleur, les contextes dans lesquels elle se déroule, ainsi que les caractéristiques des filles et des jeunes femmes directement touchées. Le projet visait à documenter la problématique en fonction des particularités d'une ville industrielle comme Granby et de municipalités rurales, telles que Cowansville, Waterloo, Farnham et Bedford. L'objectif principal est de mieux comprendre la problématique de l'exploitation sexuelle vécue par les filles et les jeunes femmes de 12 à 25 ans résidant sur les territoires de la Haute-Yamaska et de Brome-Missisquoi. Nous avons consulté des intervenantes et des professionnelles de divers milieux (communautaire, institutionnel

Objectifs du projet

1

Documenter les manifestations et les contextes de l'exploitation sexuelle selon le point de vue des intervenantes et des professionnelles des milieux communautaires, institutionnels ou scolaires des territoires.

2

Dégager les contextes de vulnérabilité liés à l'exploitation sexuelle, selon les intervenantes et les professionnelles rencontrées.

3

Documenter leur perception des besoins des filles et des jeunes femmes au moment où elles vivent de l'exploitation sexuelle, lorsqu'elles souhaitent s'en sortir et lorsqu'elles en sont sorties.

4

Identifier les activités de prévention et d'intervention actuellement en place dans les organismes, le niveau d'aisance des intervenantes et des professionnelles sur ce sujet, de même que leurs besoins de formation ou de perfectionnement.

Huit femmes ayant un vécu en lien avec l'exploitation sexuelle ont généreusement accepté de participer au projet. Des rencontres individuelles visaient à documenter leur vécu en lien avec l'exploitation sexuelle (début de l'exploitation sexuelle, formes vécues, etc.), de même que leur parcours dans les services de santé et de soutien psychosocial. Nous n'avons pas mené d'analyse qualitative de ces données, considérant le petit nombre de participantes et l'hétérogénéité des témoignages. Toutefois, une synthèse de leurs propos a été réalisée. Leurs témoignages viennent appuyer les propos tenus par les organismes. Cette synthèse fait l'objet d'un document distinct du rapport de recherche. Cette synthèse fait suite à la présentation des résultats.

1 La presque totalité des personnes travaillant dans les milieux rencontrés sont des femmes. En ce sens, le féminin sera utilisé dans ce document.

MÉTHODOLOGIE

Pour ce projet, nous avons contacté les milieux communautaires, institutionnels et scolaires des territoires de la Haute-Yamaska et de Brome-Missisquoi travaillant auprès de filles et de jeunes femmes. Ces organismes offrent des services d'éducation, juridiques, policiers ou psychosociaux aux filles et aux jeunes femmes de 12 à 25 ans. Nous avons contacté 54 organismes sur les territoires de la Haute-Yamaska et de Brome-Missisquoi travaillant auprès de filles et de jeunes femmes vivant, ayant vécu ou à risque de vivre de l'exploitation sexuelle. Certains milieux n'ont pas donné suite à la proposition de participation. Au total, 29 organismes ont accepté de participer, ce qui constitue notre échantillon. La majorité des organismes ont participé à des consultations de groupe (comportant entre 3 et 7 personnes), alors que 10 organismes ont choisi une porte-parole qui a partagé l'ensemble des réflexions de son équipe lors d'une consultation individuelle avec la chargée de projet. Les rencontres avec les milieux se sont déroulées d'avril à septembre 2019 et leur durée variait entre 10 et 60 minutes d'enregistrement. Aucune compensation financière n'était remise aux organismes participants.

Nous avons également rencontré 8 femmes adultes ayant vécu de l'exploitation sexuelle alors qu'elles avaient entre 12 et 25 ans et habitaient sur les territoires de la Haute-Yamaska ou de Brome-Missisquoi. Pour rejoindre ces femmes, nous avons procédé à un appel aux membres via l'infolettre du CALACS, par courriel et par les réseaux sociaux (Facebook). Celles qui étaient intéressées à participer étaient invitées à contacter directement la chargée de projet par téléphone ou par courriel. Les rencontres individuelles ont eu lieu à l'endroit choisi par la participante, soit au CALACS, dans un local loué du CIUSSS de l'Estrie ou dans un autre lieu. Les rencontres se sont déroulées de juillet à octobre 2019 et les enregistrements étaient d'une durée de 30 à 60 minutes. Les femmes rencontrées ont reçu une compensation financière de 20 \$, sous la forme d'une carte-cadeau.

Portrait de l'échantillon

Au total, 29 organismes ont été rencontrés dans le cadre de ce projet, totalisant 109 personnes qui ont répondu au questionnaire. Plus précisément, nous avons rencontré 15 milieux communautaires, 6 milieux scolaires et 8 milieux institutionnels tels que les instances juridiques, judiciaires ou en soins de santé et services sociaux. La majorité des organismes œuvrent auprès d'une clientèle adolescente et adulte, alors que d'autres se spécialisent auprès d'adolescentes seulement ou d'adultes. Enfin, les milieux rencontrés desservent principalement les deux MRC (Haute-Yamaska et Brome-Missisquoi), alors que certains couvrent uniquement le territoire de la MRC Haute-Yamaska ou la MRC Brome-Missisquoi.

RÉSULTATS

Ce qu'en disent les milieux communautaires, institutionnels et scolaires rencontrés

Les répondantes ont d'abord été amenées à partager leur définition de l'exploitation sexuelle. Le nombre de situations d'exploitation sexuelle répertoriées depuis les trois dernières années a aussi été documenté. Ensuite, les répondantes ont été questionnées sur leurs perceptions des facteurs de vulnérabilité qu'elles pouvaient observer chez les filles et les jeunes femmes vivant de l'exploitation sexuelle, de même que les formes d'exploitation sexuelle et les lieux de recrutement identifiés. Enfin, une partie de la consultation concernait les besoins observés chez les filles et les jeunes femmes, les activités de prévention et d'intervention mises en place par l'organisme afin de répondre à ces besoins et le niveau de confort des intervenantes ou des professionnelles à aborder cette problématique. Les recommandations émises par les milieux sont aussi présentées.

Qu'est-ce que l'exploitation sexuelle pour les organismes rencontrés ?

Les milieux étaient en grande majorité en accord avec la définition proposée par le CALACS. Ils ont ajouté des éléments définitoires propres à la clientèle desservie. L'une des caractéristiques principales de l'exploitation sexuelle serait la présence de rapports de pouvoir dans la relation. Cette dynamique s'observe avec un client, avec un proxénète, mais également au sein d'un couple où il y a présence de manipulation dans l'optique d'en soutirer un avantage, au détriment de l'autre personne.

Pour les organismes rencontrés, l'exploitation sexuelle est caractérisée par un contexte de précarité financière qui positionne les femmes dans une situation de vulnérabilité dont peuvent profiter des personnes de leur entourage. Par exemple, il est rapporté que des hommes vont leur proposer implicitement ou explicitement un hébergement ou de la nourriture, en échange de relations sexuelles. Ce type d'exploitation sexuelle renvoie à de la prostitution de survie. De la prostitution de fin de mois est aussi identifiée par les organismes lorsqu'il s'agit de payer des dépenses mensuelles ou hebdomadaires, tels que le loyer ou l'épicerie. Ces femmes occupent un autre emploi qui ne parvient pas à les sortir de la précarité financière. Dans d'autres cas, l'exploitation sexuelle vise à échanger des comportements sexuels contre de la drogue ou de l'alcool. Ce type d'exploitation sexuelle se révèle une pratique occasionnelle et spontanée, où les femmes tentent d'avoir accès à un revenu supplémentaire facilitant l'achat de biens ou de produits de consommation.

2 La définition de l'exploitation sexuelle mobilisée par le CALACS de Granby est celle de la Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle (CLES) : « Une pratique par laquelle une ou des personnes obtiennent une gratification sexuelle, un gain financier ou autre avancement quelconque en abusant de la sexualité d'une personne ou d'un groupe de personnes. C'est-à-dire que l'exploitation sexuelle réside dans le fait d'utiliser la sexualité de quelqu'un sans égard à ce que cette personne peut sentir ou ressentir. Ainsi, l'exploitation sexuelle se trouverait dans le fait de s'attendre à ce qu'une personne exécute ce qu'on lui demande au plan sexuel, simplement parce qu'on a payé (ou rendu service) et de considérer cette personne comme étant au service sexuel d'autrui. Nous incluons dans cette définition : la prostitution de rue, la prostitution de fin de mois, la dans nue, les massages érotiques, les escortes (agences ou indépendantes), la pornographie, prostitution par Internet. » (CLES, 2014)

Pour trois organismes, une distinction est faite entre le travail du sexe et l'exploitation sexuelle. Des gestes compris dans notre définition comme étant de l'exploitation sexuelle sont reconnus différemment pour ces organismes, qui les identifient comme relevant du travail du sexe lorsqu'un consentement libre et éclairé est présent. La validité du consentement libre et éclairé est toutefois remise en question par deux autres organismes, qui nomment qu'un comportement qui semble volontaire peut, en fait, résulter d'une absence de choix. Cette situation serait particulièrement présente chez les adolescentes et les jeunes femmes devenant amoureuses d'un homme qui se révèle être un proxénète. Pour ces femmes, il s'agit de leur partenaire amoureux, ce pour quoi elles acceptent de lui « rendre service ». Le sentiment amoureux brouille alors l'identification de l'exploitation sexuelle. Enfin, un organisme soutient que les femmes peuvent préférer certains termes à d'autres, qui leur semblent plus adaptés à leur réalité ou qui permettent d'éviter ou de réduire la stigmatisation subie. Par exemple, certaines préfèrent parler d'échange de services plutôt que de travail ou de prostitution.

Selon le type de clientèle desservie et la vision de l'organisme, la définition de l'exploitation sexuelle englobe différents comportements qui, à leur tour, sont compris à travers les besoins identifiés ou nommés par les adolescentes et les jeunes femmes.

Fréquence de l'exploitation sexuelle

Le nombre de situations d'exploitation sexuelle n'est généralement pas comptabilisé par les milieux. De fait, les organismes évaluent approximativement le nombre de situations rencontrées depuis les trois dernières années. La fréquence varie considérablement : certaines nomment que les situations d'exploitation sexuelle sont plutôt rares (1 ou 2 par année), alors que d'autres en recensent de façon hebdomadaire. Par exemple, pour les situations impliquant des échanges de photos et de vidéos à caractère sexuel, majoritairement rapportées par les adolescentes, elles font l'objet d'interventions courantes dans les milieux scolaires et les organismes communautaires du secteur jeunesse.

Les milieux offrant majoritairement des services psychosociaux ou des soins de santé sexuelle (p. ex. : distribution de condoms, vaccination, dépistage d'ITSS, traitements prophylactiques) rapportent davantage de situations d'exploitation sexuelle. Par exemple, un organisme spécialisé en violences sexuelles rapporte qu'environ 5% des femmes qui font appel à leurs services présentent un vécu d'exploitation sexuelle.

Le lien de confiance des répondantes avec les filles et les jeunes femmes pourrait mener au dévoilement de la situation d'exploitation sexuelle. Malgré qu'un seul organisme soit spécialisé en violence à caractère sexuel ou en exploitation sexuelle, huit organismes rapportent être intervenus dans plusieurs situations dans les trois dernières années. Ces données indiquent que les personnes victimes vont d'abord se confier aux personnes en qui elles ont confiance. Ce lien de confiance avec la personne ayant reçu le dévoilement se révèle primordial tout au long du processus, même lorsqu'il y a référencement vers un autre organisme. Cet accompagnement permettrait notamment la rétention dans les services et la poursuite du suivi avec l'organisme de référence spécialisé en exploitation sexuelle.

Le fait que l'exploitation sexuelle soit peu visible rend complexe l'évaluation de sa fréquence. À cet égard, un milieu spécifie que le dévoilement d'exploitation sexuelle se produit généralement après plusieurs rencontres avec une même intervenante. Cette approximation du nombre de situations rencontrées incite plusieurs organismes à estimer que le nombre réel est certainement plus élevé que ce qui est connu.

Des contextes de vulnérabilité qui augmentent les risques d'exploitation sexuelle

Les milieux conviennent que les contextes de vulnérabilité sont interconnectés et évoluent dans la vie d'une personne, mais ils identifient tout de même des dénominateurs communs. De fait, le profil des filles et jeunes femmes présente généralement au moins un des contextes de vulnérabilité suivants.

Presque tous les organismes nomment que la **consommation d'alcool ou de drogues** favorise la mise en place d'un contexte de vulnérabilité intimement lié à l'exploitation sexuelle. Plus précisément, les filles et les jeunes femmes présentent souvent une dépendance à l'alcool ou à la drogue lorsqu'elles entreprennent une démarche de recherche d'aide. Or, cette dépendance pourrait s'être installée comme facteur de protection à l'exploitation sexuelle, en leur permettant de se distancier émotionnellement et psychologiquement des gestes subis. À l'inverse, la dépendance à l'alcool ou à la drogue pourrait entraîner certaines filles et femmes à trouver des moyens leur permettant de payer leur consommation, comme l'échange de services sexuels contre de l'argent ou de la drogue. Cette dépendance créerait un engrenage lié à l'exploitation sexuelle.

Pour plusieurs milieux, le contexte central aux autres types de vulnérabilité est la **pauvreté économique**. Face au manque de ressources financières, des filles et des jeunes femmes se trouveraient plus à risque de vivre une situation d'exploitation sexuelle. Cette pauvreté économique contribue d'une part, à entraîner vers les lieux d'exploitation sexuelle les filles et les jeunes femmes qui espèrent ainsi sortir de cette précarité financière et, d'autre part, à les y maintenir. Par exemple, un milieu nomme qu'une femme ayant été danseuse nue dans un bar est moins susceptible de trouver un emploi en dehors de ce milieu considérant la stigmatisation associée à la danse nue, le revenu moindre d'un emploi dit traditionnel et le manque d'expérience dans le domaine d'emploi ciblé. De plus, bien que les activités liées à l'exploitation sexuelle puissent donner accès rapidement à un bon montant d'argent, plusieurs milieux soutiennent que ce profit monétaire est éphémère et parfois fictif. En effet, le proxénète, l'agence ou le bar peuvent garder la majorité de l'argent en dédommagement pour services rendus (p. ex. : sécurité, mise en contact avec des clients). Les milieux rapportent que, même sans proxénète, les filles et jeunes femmes demeurent dans une situation de précarité financière, notamment en accumulant des dettes liées au transport, à l'achat de vêtements et de maquillage, entre autres choses. Selon les milieux, cette précarité économique semble s'accroître lorsque les filles et les femmes font partie de la communauté anglophone. Elles font face à des barrières linguistiques lors de leur recherche d'emploi ou de soutien auprès d'organismes majoritairement francophones. Cela contribuerait à les éloigner des emplois traditionnels et les inciteraient à se tourner vers des alternatives leur permettant d'avoir un revenu sans qualifications requises, tel que la prostitution. Cette précarité induite par la barrière de la langue est également observée chez les nouvelles arrivantes.

Plusieurs intervenantes et professionnelles rencontrées font état des **problématiques de santé mentale** observées chez les filles et les femmes vivant de l'exploitation sexuelle. Selon les milieux, cela augmenterait le risque qu'elles soient exploitées sexuellement, notamment lorsqu'elles sont dans un état de vulnérabilité émotionnelle (dépendance affective, dépression, etc.). Autrement, le fait de vivre de l'exploitation sexuelle peut entraîner des problématiques de santé mentale. Par exemple, un milieu spécialisé en agressions à caractère sexuel rapporte que les femmes vivant ou ayant vécu de l'exploitation sexuelle présentent souvent un syndrome de stress post-traumatique diagnostiqué des suites de la violence subie. En ce sens, elles présentent également des comportements d'hypervigilance, des symptômes de dissociation, de l'anxiété, des réminiscences fréquentes (flashback) et des cauchemars récurrents. De la détresse psychologique est aussi observée, de même qu'une faible estime de soi ou des problématiques liées à l'attachement.

Grandir dans un **milieu familial instable** agirait aussi comme contexte de vulnérabilité à l'exploitation sexuelle. Un manque d'encadrement parental ou une désorganisation familiale ne permettrait pas à l'adolescente d'évoluer dans un milieu optimal et sain. Par conséquent, ces adolescentes se retrouveraient laissées à elles-mêmes, ce qui les placeraient à risque d'être recrutées.

Dans le même ordre d'idées, les **difficultés scolaires** contribueraient au sentiment d'échec tant au plan social qu'académique. À l'âge adulte, le fait d'avoir une **faible scolarité** serait également un facteur de vulnérabilité à l'exploitation sexuelle selon quelques organismes.

L'intimidation apparaît comme une variable récurrente. Un milieu évoque que le fait de vivre de l'intimidation mine l'estime de soi et pourrait entraîner certaines adolescentes à se valoriser autrement. Ainsi, elles seraient à risque de se diriger vers des situations d'exploitation sexuelle pour ressentir une valorisation basée sur l'apparence physique.

Des comportements d'hypersexualité chez les adolescentes sont observés par certaines intervenantes et professionnelles. En effet, les adolescentes adoptent plusieurs comportements, sur les réseaux sociaux particulièrement, mettant l'accent sur leur corps et leur sexualité. En ce sens, ce rapport hypersexualisé au corps contribuerait, selon ces organismes, à une banalisation des comportements sexuels. Ces adolescentes seraient alors plus enclines à glamouriser certaines pratiques, telles que la danse nue, ce qui les mettraient à risque d'être recrutées par un proxénète ou de se diriger vers ces milieux prostitutionnels par curiosité.

La **cooccurrence de diverses formes de violence** présentes dans la trajectoire de vie d'une personne est mentionnée par plusieurs milieux. En ce sens, les filles et les femmes révèlent avoir vécu simultanément de la violence physique, psychologique ou sexuelle à un moment dans leur vie, notamment dans l'enfance. Cela a diverses conséquences, dont le fait de miner leur confiance et la valeur qu'elles accordent à leur corps et à leur personne.

De **l'isolement social** est observé chez les femmes adultes. Les intervenantes et les professionnelles rapportent que ces femmes ont peu ou pas d'amis, ni de liens familiaux significatifs. Leurs liens sociaux sont habituellement établis avec des personnes vivant aussi de l'exploitation sexuelle ou des exploités. De fait, la sortie du milieu est compliquée par le fait qu'elles doivent mettre un terme aux quelques liens sociaux qu'elles entretiennent.

Peu d'organismes rencontrés ont une clientèle présentant une **trajectoire de migration**. Les milieux qui travaillent auprès de femmes immigrantes observent les défis d'adaptation auxquels elles font face au plan socioéconomique, ce qui pourrait les entraîner vers les lieux d'exploitation sexuelle afin de gagner de l'argent. Un milieu indique également recevoir des femmes réfugiées qui rapportent avoir vécu plusieurs événements de violence sexuelle tout au long de leur processus migratoire. Des intervenantes considèrent que les services ne sont pas encore adaptés pour accueillir adéquatement ces femmes.

Les contextes de vulnérabilité étant multiples et parfois cumulatifs, ils constituent des facteurs de risque de recrutement des filles et des jeunes femmes vers l'exploitation sexuelle. Cela dit, certains contextes de vulnérabilité semblent plus directement liés à des formes d'exploitation sexuelle, tel que nous le verrons dans la section suivante.

Prostitution de survie et de fin de mois, échange en ligne de matériel à caractère sexuel et escorte : les formes d'exploitation sexuelle les plus fréquemment mentionnées

La prostitution de survie se traduit généralement par l'échange de services sexuels afin d'avoir accès à un hébergement, à de la nourriture ou à de l'argent pour payer les dépenses mensuelles. Des organismes rapportent que des inconnus ou des personnes de l'entourage des femmes leur offrent des avantages financiers en échange de services sexuels. Par exemple, il peut s'agir du concierge ou du propriétaire de l'immeuble qui rend service à quelques reprises (p. ex. : oubli de clé, délai pour le paiement du loyer) et qui demande des services sexuels en échange des services rendus. C'est aussi le cas pour des automobilistes ou des chauffeurs qui demandent une fellation en échange du transport offert.

La prostitution de survie et de fin de mois prend majoritairement place dans des lieux privés, loués par les femmes ou leur proxénète, comme des chambres d'hôtels ou de motels. Puisque le milieu rural offre moins de lieux propices à la prostitution, ses manifestations sont dissimulées dans des lieux privés. Certaines répondantes partagent que des femmes vont préférer louer une chambre avec une amie offrant aussi des services sexuels afin d'y recevoir les clients. Il s'agirait d'une stratégie de protection, alors qu'une des femmes reste à proximité et peut intervenir au besoin.

Des répondantes relèvent toutefois que la prostitution de survie ou de fin de mois et l'escorte sont davantage observées chez les femmes adultes. Chez les adolescentes, l'échange de photos ou de vidéos à caractère sexuel prédomine. Tous les milieux scolaires rencontrés rapportent des situations impliquant l'échange de photos ou de vidéos à caractère sexuel entre jeunes. Vu l'âge des personnes impliquées, ces partages sont illégaux, car ils constituent, au sens de la loi, de la pornographie juvénile (Ministère de la Sécurité publique, 2014). Ainsi, même si ces échanges peuvent être banalisés par les adolescent·e·s, ils relèvent néanmoins de l'illégalité, tant pour la personne qui envoie le matériel que pour la personne qui le reçoit (Ministère de la Sécurité publique, 2014).

L'offre de services sexuels en ligne, communément nommée camgirls, est aussi rapportée. À cet égard, peu d'information est connue des milieux, si ce n'est que les femmes semblent bénéficier d'une plus grande sécurité physique dans ce contexte, considérant qu'elles ne sont pas en contact direct avec les clients.

Des répondantes rapportent connaître des lieux où sont offerts des massages érotiques et de la danse nue. Certains lieux spécifiques sont connus de tous, considérant qu'ils ont pignon sur rue. Or, peu de massages érotiques ou de danses nues sont rapportés par les huit femmes qui ont témoigné de leur vécu en lien avec l'exploitation sexuelle. Il est possible de croire qu'il ne s'agit pas des formes les plus rapportées par les filles et jeunes femmes que les intervenantes ou les professionnelles rencontrent, ou qu'elles consultent moins les services d'aide de leur territoire.

Certains organismes soupçonnent la tenue d'activités d'exploitation sexuelle à des endroits précis et variables sur le territoire : chambres d'hôtels, appartements, lieux publics et lieux privés. Tel que rapporté par la littérature sur le sujet, ces endroits changent fréquemment, au gré des contraintes qu'ils rencontrent avec les policiers (Szczepanik et al., 2014). Certains endroits ouvrent et ferment fréquemment et ce, dans une courte période de temps. Toutefois, dans le cadre de projet, nous n'avions pas pour objectif de dresser une cartographie des endroits précis rapportés par les milieux.

Malgré la diversité des formes d'exploitation sexuelle existantes, les situations rapportées sur les territoires de Brome-Missisquoi et de la Haute-Yamaska semblent être davantage homogènes. En ce sens, la prostitution de survie et de fin de mois se révèle la plus fréquemment rencontrée par les participantes. Il est possible de croire que la situation de précarité financière amène les femmes à consulter davantage les services d'aide de leur territoire et ce, à propos de divers sujets (dépannage alimentaire, hébergement d'urgence, etc.).

Le recrutement des filles et des jeunes femmes

Alors que les milieux sont nombreux à rapporter les endroits où se déroulent le recrutement, il semble moins évident de documenter les mécanismes mis en place par les recruteurs pour convaincre les filles et les femmes d'investir les lieux d'exploitation sexuelle. Cela étant, les participantes nous renseignent tout de même sur le type de discours mis de l'avant par les recruteurs auprès des filles et des jeunes femmes.

Les lieux de recrutement : espaces publics et événements spéciaux

Le recrutement se déroulerait notamment à proximité des organismes fréquentés par les filles et les jeunes femmes. Ces organismes ont souvent un rôle de soutien dans la recherche d'emploi, dans l'accompagnement scolaire ou dans l'hébergement. Certains organismes rapportent aussi du recrutement lors d'événements touristiques ou de soirées spéciales. Ces événements ont pour caractéristique principale d'attirer une clientèle jeune, intéressée à fêter et à consommer lors de ces soirées. Ainsi se créeraient des fenêtres d'opportunité pour cibler des jeunes femmes afin de les exploiter sexuellement. Le recrutement se déroulerait aussi dans des lieux publics fréquentés par les filles et les jeunes femmes. Il s'agit de parcs, de centres d'achat, d'écoles secondaires ou de bars.

Autrement, les réseaux sociaux sont ciblés. Snapchat, Instagram, Tinder sont toutes des plateformes investies pour recruter des filles et des jeunes femmes. Alors qu'il s'agirait d'une des stratégies les plus utilisées actuellement pour recruter les jeunes filles (Ministère de la Sécurité publique, 2016), la présente consultation ne relève pas le même constat. En effet, comme les formes d'exploitation sexuelle les plus rapportées dans ce projet concernent celles vécues par les femmes adultes, nous émettons l'hypothèse que la façon de recruter des filles mineures diffère de celle employée auprès des femmes adultes.

Le recrutement auprès des jeunes souhaitant travailler dans les champs pendant l'été, pour cultiver des fruits, des légumes ou du cannabis est plus marginal. Les personnes qui les engagent profitent du fait qu'elles n'ont pas de domicile ou de revenu fixe afin de les entraîner vers des contextes d'exploitation sexuelle. Le même type de situation se produit chez les jeunes femmes faisant du couchsurfing, qui est une façon de voyager impliquant de dormir chez des individus gratuitement. Lorsque ces femmes arrivent sur place, les propriétaires les obligent à avoir des comportements sexuels pour avoir accès à l'hébergement. Les femmes immigrantes se trouvant dans une instabilité financière et sans entourage seraient également ciblées. Un milieu rapporte qu'elles se font aborder par des hommes « très gentils » qui leur offrent un hébergement et de la nourriture en échange de comportements sexuels.

Les stratégies de recrutement : créer l'engrenage

Les milieux rapportent différentes stratégies de recrutement. D'abord, les recruteurs installent lentement un engrenage où les filles et jeunes femmes sont amenées à commettre, elles aussi, des crimes. Par exemple, il peut s'agir de vols ou de vente de drogues. Ces crimes favorisent également l'acceptation dans la gang; cela vise à solidifier, en apparence, les liens entre les membres. Ainsi, les recruteurs empêchent les femmes de dénoncer l'exploitation sexuelle, puisqu'elles pourraient être, à leur tour, dénoncées pour les crimes commis. Cette relation de co-dépendance scelle le silence entourant la situation d'exploitation sexuelle.

Ensuite, des stratégies visent à restreindre financièrement les filles et les jeunes femmes. Les recruteurs et proxénètes vont offrir un hébergement et de la drogue à celles-ci pendant quelque temps. Après quoi, ils réclameront le remboursement des dettes. Ces dettes sont tellement élevées qu'ils obligent les filles et les jeunes femmes à offrir des services sexuels afin de les rembourser rapidement. Ainsi, l'étau se resserre au fur et à mesure que les femmes rapportent de l'argent.

Enfin, la carte de l'amour est fréquemment mise de l'avant. Les recruteurs vont établir une relation amoureuse avec la jeune femme afin de l'amener à agir conformément à ce qu'ils souhaitent. Cette façon insidieuse de manipulation contribue aussi à l'invisibilisation de l'exploitation sexuelle, puisque ces jeunes femmes n'identifient pas le proxénète comme tel, mais plutôt comme leur amoureux.

Les besoins multidimensionnels des femmes vivant de l'exploitation sexuelle

Pour l'ensemble des milieux, les besoins sociaux prédomineraient chez les filles et les femmes vivant ou ayant vécu de l'exploitation sexuelle. Au cœur de ces besoins sociaux se trouverait la nécessité d'être écoutées et respectées lorsqu'elles font appel à un organisme pour obtenir de l'aide et du soutien.

Les besoins primaires (hébergement, nourriture, vêtements, emploi) sont aussi à combler lorsque les filles et les jeunes femmes font appel à des services. La difficulté de combler ces besoins de base entraîne plusieurs femmes à retourner dans des contextes d'exploitation sexuelle. De plus, le sentiment que ces besoins ne peuvent être comblés par les organismes d'aide les découragent dans leurs démarches.

Lorsque les besoins de base sont comblés, des organismes nomment l'importance de la reconstruction identitaire. Des ressources en santé mentale, physique et sexuelle sont aussi nécessaires. Des milieux dénotent également le désir des filles et des jeunes femmes de recevoir de l'information claire et un accompagnement soutenu dans différentes démarches (n = 5), particulièrement si elles désirent dénoncer la situation.

Les milieux font état de plusieurs craintes nommées par les filles et les femmes lorsqu'elles font appel à un service d'aide. Elles sont plusieurs à craindre des représailles à la suite de leur sortie de l'exploitation sexuelle. De façon générale, elles ont besoin de sécurité et de protection. Elles sont aussi méfiantes à contacter les services d'aide puisqu'elles craignent recevoir un mandat d'arrestation pour d'autres crimes qu'elles ont commis. Cette méfiance peut aussi entraver le développement du lien de confiance. Pour faciliter la création d'un lien solide permettant la sortie de l'exploitation sexuelle, l'accompagnement doit être immédiat et soutenu à chaque étape. En ce sens, les milieux évoquent qu'il est problématique de référer la fille ou la jeune femme à un autre organisme, puisque cette dernière doit recréer un lien de confiance avec le nouveau milieu, ce qui suffit à décourager l'implication dans la démarche. À cela s'ajoute la distance géographique entre les organismes, qui est une particularité du milieu rural.

Activités de prévention et d'intervention mises de l'avant dans chacun des milieux

Les activités de prévention et d'intervention en lien avec l'exploitation sexuelle, implantées par les organismes, ont aussi fait l'objet de discussions. Comme la presque totalité des organismes n'offrent pas d'activités spécifiques en lien avec la problématique, certains d'entre eux adoptent une approche au « cas par cas ». Pour les autres milieux, nous présentons, ci-dessous, les activités de prévention et d'intervention qu'ils ont mis en place.

Activités de prévention implantées dans le milieu

Dans les milieux scolaires et communautaires, les ateliers de prévention visent principalement la sécurité en ligne pour éviter le partage de photos ou vidéos à caractère sexuel, de même que les risques de recrutement. Des campagnes telles que #GardeÇaPourToi sont implantées dans trois milieux. Autrement, la prévention s'appuie sur une éducation à la sexualité et aux relations intimes saines. Comme l'exploitation sexuelle peut se manifester de façon concomitante avec d'autres problématiques, certains organismes ciblent des sphères précises, conformément à leur mission. Ainsi, deux organismes abordent la dépendance en toxicomanie et son influence sur la sexualité pour parler de l'exploitation sexuelle. Un seul organisme, spécialisé en violences à caractère sexuel, offre des formations sur l'exploitation sexuelle aux professionnelles et intervenantes d'autres milieux.

Type d'intervention privilégié dans le milieu

Le référencement vers des ressources spécialisées est préconisé lorsqu'une situation d'exploitation sexuelle est connue. Le CALACS est souvent l'organisme auquel les organismes réfèrent. Plusieurs milieux nomment qu'ils détiennent peu, voire aucune, expertise sur la problématique, et qu'en ce sens, ils préfèrent limiter leurs interventions et référer pour que la fille ou la jeune femme bénéficie d'un suivi optimal.

D'autres organismes, en cohérence avec leur approche, favorisent des interventions qui se basent sur la réduction des méfaits. En ce sens, ils donnent des condoms ou proposent des dépistages d'ITSS aux femmes qui vivent de l'exploitation sexuelle.

Aucun des organismes rencontrés ne semble offrir une intervention ciblée et spécialisée en exploitation sexuelle. Alors que les milieux policiers peuvent intervenir pour retirer une fille ou une jeune femme de la situation d'exploitation sexuelle, seul le CALACS remplit un rôle de soutien social, considérant son expertise en violences à caractère sexuel.

Niveau d'aisance des répondantes avec la problématique

Les répondantes ont majoritairement confié être à l'aise d'intervenir dans les situations d'exploitation sexuelle, mais elles nécessiteraient une formation afin d'être mieux outillées. Pour l'instant, elles accueillent le témoignage des filles et des jeunes femmes, mais souhaiteraient connaître les enjeux propres à cette problématique afin de mieux détecter et soutenir la personne victime. Elles ont aussi le souci d'intervenir adéquatement, de sorte à ne pas avoir un impact négatif sur la personne victime d'exploitation sexuelle.

À l'inverse, certains milieux, particulièrement du secteur scolaire ou institutionnel, nomment être peu à l'aise d'intervenir, notamment dû à un manque de formation sur la problématique. De fait, les répondantes indiquent qu'elles réfèrent souvent les filles et les jeunes femmes à d'autres organismes, puisque la problématique dépasse leur mandat d'intervention ou parce qu'elles ne considèrent pas avoir l'expertise nécessaire. D'autres souhaitent référer les filles et les jeunes femmes vers des ressources spécialisées, mais ne savent pas où les diriger.

Ce qu'en disent les femmes ayant vécu de l'exploitation sexuelle – mise en commun des témoignages

Parallèlement à la collecte de données auprès des milieux, nous avons rencontré huit femmes ayant un vécu en lien avec l'exploitation sexuelle.

L'âge où l'exploitation sexuelle a débuté

Les femmes rencontrées nomment que l'exploitation sexuelle vécue a débuté entre 13 et 25 ans. L'une d'elles a été recruté par une amie qui était déjà dans le milieu, alors qu'une autre a été recrutée par des membres de son entourage criminel. Une autre s'est fait recruter par la personne qu'elle considérait être son amoureux. Deux femmes ont commencé à danser nues et à faire de l'escorte pour payer leur consommation de drogue et d'alcool.

Les formes d'exploitation sexuelle vécues

La danse nue, l'escorte et la prostitution de survie ou fin de mois sont les trois formes d'exploitation sexuelle rapportées. Une seule femme rapporte avoir fait des appels téléphoniques érotiques. Pour les femmes qui ont fait de la danse nue, elles rapportent toutes avoir eu, pendant cette période, un proxénète qui prenait une part importante de l'argent qu'elles rapportaient. Dans le but de maximiser les profits, des proxénètes les ont amenées dans d'autres villes au Canada. Une femme raconte que le crime organisé l'a obligée à se prostituer, autrement il ne pouvait plus garantir sa protection.

Pour les femmes rencontrées ayant été dans une agence d'escorte, il s'agissait généralement d'un moyen pour avoir accès à la consommation. Ainsi, ces services sexuels visaient l'accès à la drogue. Pour les femmes qui ont vécu de la prostitution de survie ou de fin de mois, elles évoquent avoir été dans une période de détresse profonde qui les a entraînées vers la prostitution pour tenter de sortir de la pauvreté. Une femme dit : « je pensais faire de l'argent, mais finalement ça me coûtait plus cher qu'autre chose ». En fait, les coûts associés à la consommation, à la sécurité (p.ex. chauffeur) et à l'apparence physique (vêtements, maquillage, etc.) supplantent rapidement les profits possibles.

La fréquence des comportements d'exploitation sexuelle

L'exploitation sexuelle s'est échelonnée sur plusieurs années pour certaines femmes, alors que pour d'autres, elle s'est inscrite dans une courte, mais intense, période. Elles partagent toutes avoir dansé ou « avoir fait des clients » plusieurs fois par semaine, voire par jour. Une seule participante rapporte encore offrir des services sexuels, à raison d'une fois par semaine et ce, depuis plusieurs années. Bien qu'elle souhaiterait se sortir de ce milieu, la précarité financière l'en empêche.

Les difficultés éprouvées alors qu'elles vivaient de l'exploitation sexuelle

La presque totalité des femmes rencontrées a dévoilé avoir vécu une ou des agressions sexuelles dans l'enfance, souvent en contexte familial. D'ailleurs, elles nomment l'instabilité et la toxicité du contexte familial dans lequel elles ont grandi. Des problématiques de santé mentale, la consommation et la pauvreté sont toutes des difficultés rencontrées par les femmes qui les aurait amenées à se tourner vers la danse nue, l'escorte ou la prostitution de survie ou de fin de mois.

Les besoins à combler lors de cette période

Le manque d'argent est le facteur le plus souvent nommé par les femmes. L'exploitation sexuelle visait à combler ce manque en leur permettant de gagner de l'argent rapidement. Ce manque d'argent signifiait, pour certaines, de ne pas pouvoir manger adéquatement ou se loger. Cinq femmes nomment qu'elles auraient eu besoin de personnes significatives dans leur entourage qui auraient pu les aider et les soutenir émotionnellement, psychologiquement et financièrement. Une femme rapporte avoir eu besoin de sécurité pendant cette période, de sorte à pouvoir se protéger des situations de violence.

Les obstacles rencontrés lorsqu'elles ont souhaité sortir du milieu

Quelques femmes ont fait appel à des services d'aide et de soutien alors qu'elles vivaient de l'exploitation sexuelle, dans l'espoir d'en sortir. Or, elles rapportent s'être senties jugées et non écoutées, ce qui les a découragées de poursuivre les démarches. D'autres n'ont pas fait de démarches parce qu'elles avaient honte de révéler avoir vécu de l'exploitation sexuelle.

Elles sont plusieurs à nommer que même si plusieurs années ont passé depuis les épisodes d'exploitation sexuelle, elles considèrent parfois retourner faire de l'escorte ou de la danse nue lorsqu'elles sont dans un creux financier. Elles ajoutent que de connaître des personnes qui sont encore dans le milieu s'avérerait une porte d'entrée efficace.

Leur connaissance des différents organismes ou intervenantes sur le territoire

Bien que les femmes connaissent, de façon générale, un ou plusieurs organismes d'aide sur leur territoire, la honte ressentie et le sentiment qu'ils ne peuvent les aider les freinent dans leur recherche d'aide. Certaines sont aussi craintives, car elles ont vécu, par le passé, du jugement et du mépris de la part d'intervenantes et de professionnelles travaillant dans des organismes d'aide. La méconnaissance des services, au moment où elles vivaient de l'exploitation sexuelle, est aussi nommée par quatre femmes.

RECOMMANDATIONS : UN CONSTAT COMMUN

L'objectif de ce projet était de dresser un portrait de l'exploitation sexuelle sur les territoires de la Haute-Yamaska et de Brome-Missisquoi. Pour ce faire, des organismes communautaires, institutionnels et scolaires qui travaillent auprès de filles et de jeunes femmes ont été rencontrés afin de recueillir leurs expériences professionnelles vécues en lien avec la problématique. Il a ainsi été possible de documenter les formes et les contextes de l'exploitation sexuelle, les facteurs de vulnérabilité observés chez les filles et les jeunes femmes vivant, ayant vécu ou à risque de vivre de l'exploitation sexuelle, les besoins observés chez ces dernières et les activités de prévention et d'intervention actuellement en place dans les milieux.

Les différentes consultations, tant avec les organismes qu'avec des femmes ayant vécu de l'exploitation sexuelle, révèlent des recommandations similaires à celles portées par le CALACS. Cette section présentera les recommandations des milieux, celles des femmes ayant vécu de l'exploitation sexuelle et celles du CALACS. Il importe de souligner que tous les acteurs du territoire rencontrés portent un discours commun quant aux initiatives devant être mises en place.

RECOMMANDATIONS DES MILIEUX

- 1) la nécessité d'établir un protocole d'intervention;
- 2) le besoin d'accès à des formations spécifiques sur l'exploitation sexuelle.

Douze organismes nomment l'importance de mettre en place un protocole, partagé entre les organismes, qui présenterait les lignes directrices ou les bonnes pratiques en matière d'intervention. Loin d'être un protocole rigide, celui-ci devrait servir d'outil de référence et d'encadrement de l'intervention.

« Il faut pas un protocole rigide, mais peut-être plus une ligne directrice dans l'intervention qui permettrait de rassurer et d'informer adéquatement la femme victime. » (C23)

« Il faut un discours commun en intervention. Un réseautage. Quelque chose pour savoir c'est quoi les étapes à suivre quand on détecte l'exploitation sexuelle. » (C2)

Un organisme nomme l'importance de dépister les signes d'exploitation sexuelle chez les filles et les jeunes femmes qui font appels à leurs services. En ce sens, une formation serait nécessaire afin de repérer les caractéristiques souvent insidieuses de l'exploitation sexuelle.

« J'aurais besoin que mes employés aient des points de repère pour quand ça arrive. Qu'ils développent un automatisme. Donc, dès que t'es conscient qu'il y a de l'exploitation, tes lumières allument. Il faut développer le réflexe de reconnaître une situation d'exploitation sexuelle. Pis pour ça, ça prendrait une formation. » (C18)

Comme l'exploitation sexuelle vécue par des personnes mineures se distingue à plusieurs égards de celle vécue par des personnes majeures, des organismes souhaitent recevoir des formations qui soient adaptées à la population desservie. Connaître les questions à poser aux filles et aux jeunes femmes vivant de l'exploitation sexuelle, la marche à suivre à la suite d'un dévoilement ou encore l'organisme à contacter pour qu'elles reçoivent un accompagnement spécialisé sont tous des éléments qui s'inscrivent dans ce besoin de formation, plusieurs fois évoqué par les organismes.

À cet égard, ces deux recommandations sont indissociables : une formation visant la meilleure détection des situations d'exploitation sexuelle, puis un protocole d'intervention partagé entre les différents milieux d'intervention.

« Il manque d'outils au niveau de la formation pour détecter l'exploitation et pour savoir quoi faire quand ça arrive. Donc une marche à suivre pour TOUS. Quoi faire et quoi ne pas faire. » (I25)

Pour répondre à ces différents besoins, des organismes évoquent la possibilité de créer une concertation entre les organismes afin d'assurer une cohérence, une coordination et une constance dans la prise en charge des filles et des jeunes femmes vivant de l'exploitation sexuelle. Cela permettrait de surcroît une plus grande concertation entre les milieux afin de faciliter le référencement et d'en assurer le suivi, le cas échéant.

« Il faut un réseautage pour permettre une mise en commun des informations sur les cas d'exploitation sexuelle. Donc autant en scolaire qu'au communautaire, avec la travailleuse de rue et même la DPJ. » (S14)

RECOMMANDATIONS BASÉES SUR LES TÉMOIGNAGES DE FEMMES AYANT VÉCU DE L'EXPLOITATION SEXUELLE

Les femmes ayant vécu de l'exploitation sexuelle ont nommé des besoins communs qui ont motivé leur recherche d'aide et de soutien auprès des organismes et des organisations de leur territoire. En fonction des besoins identifiés, il est possible de proposer des recommandations visant l'amélioration des interventions effectuées par les organismes d'aide et de soutien et les organisations institutionnelles. Lorsqu'elles décident de consulter un organisme, les femmes souhaitent être écoutées sans jugement. Comme elles sont plusieurs à porter le fardeau de la honte, il est impératif que les milieux soient conscients de l'impact de leurs propos ou de leur attitude sur les femmes.

Une formation spécifique en exploitation sexuelle est primordiale pour tous les milieux, considérant qu'ils sont tous susceptibles de recevoir un dévoilement d'exploitation sexuelle, qu'ils offrent ou non des services de soutien psychosocial. En effet, les résultats démontrent que les femmes fréquentent divers organismes dans l'espoir d'un soutien financier, matériel ou social. Ainsi, tous les milieux du territoire, peu importe leur offre de services, doivent recevoir une formation sur la problématique de l'exploitation sexuelle afin de réagir adéquatement à ces dévoilements.

RECOMMANDATIONS DU CALACS DE GRANBY

Les résultats rejoignent plusieurs recommandations portées par le CALACS de Granby, qui visent à orienter les projets de l'organisme et à proposer des pistes d'action pour l'ensemble des milieux travaillant auprès des adolescentes et des jeunes femmes du territoire.

1. Création d'un poste spécialisé en exploitation sexuelle

Le CALACS recommande la création d'un poste à temps plein d'intervention en exploitation sexuelle. Ce poste serait pourvu par une intervenante du CALACS pouvant se déplacer dans les MRC afin d'assurer un accompagnement auprès de filles et de jeunes femmes vivant de l'exploitation sexuelle. Cette intervenante aurait également le mandat d'offrir de la formation dans les milieux communautaires, institutionnels et scolaires du territoire, en plus de favoriser la création de partenariats entre ces milieux. Enfin, elle pourrait agir à titre d'agente de liaison, de sorte à faciliter les déplacements des filles et des jeunes femmes entre les ressources d'aide.

2. Élaboration d'une structure de concertation entre les milieux communautaires, institutionnels et scolaires

Nous recommandons la mise en place d'une entente de partenariat entre les milieux communautaires, institutionnels et scolaires qui travaillent auprès de filles et de jeunes femmes ayant vécu, vivant ou à risque de vivre de l'exploitation sexuelle sur les territoires de la Haute-Yamaska et de Brome-Missisquoi. Cette entente favoriserait une continuité dans les services, par la mobilisation de l'ensemble des intervenantes et professionnelles agissant de façon concertée pour assurer le suivi des personnes victimes d'exploitation sexuelle.

3. Création de contenus de prévention à la carte

Le contenu des activités de prévention devrait être mis à jour afin de proposer des ateliers à la carte, selon les besoins des milieux du territoire. En effet, les contenus existants sont majoritairement réfléchis dans un contexte urbain. Or, le présent projet révèle que la réalité de l'exploitation sexuelle en milieu rural diffère à plusieurs niveaux, à commencer par ses manifestations. Les contenus de prévention devraient cerner plus spécifiquement cette réalité du territoire.

4. Tenue d'un colloque sous-régional en exploitation sexuelle

Le CALACS recommande la tenue d'un colloque sur l'exploitation sexuelle. Tous les acteurs concernés par la problématique seraient invités à assister au colloque qui agirait comme espace d'échanges et de développement sur cette problématique. Ce colloque serait l'occasion de présenter les plus récents résultats des recherches, de partager les savoirs terrains, en plus de favoriser la concertation entre les milieux communautaires, institutionnels et scolaires.

5. Promotion de la ligne d'écoute spécialisée en exploitation sexuelle

Une ligne d'écoute est présentement disponible à travers le Canada pour aider les victimes de traite humaine. Cette ligne se veut un guichet unique pour les victimes recherchant de l'aide, pour les informateurs souhaitant signaler des situations d'exploitation sexuelle potentielles et pour toutes personnes désirant en savoir davantage sur le sujet. Comme cette ligne est encore récente, une campagne de promotion est nécessaire afin qu'elle soit connue de toutes et de tous. Cette ligne est accessible 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 : 1 833 900-1010.

6. Ressource d'hébergement pour les victimes d'exploitation sexuelle

Un lieu sécuritaire devrait être disponible, pour offrir un répit aux filles et aux jeunes femmes vivant de l'exploitation sexuelle. Cet endroit, qui pourrait être en partenariat avec les centres d'hébergement existants, comprendrait aussi la présence permanente d'intervenantes formées en exploitation sexuelle offrant un soutien social, des contenus éducatifs et un accompagnement dans les différentes démarches (démarches juridiques, de réinsertion sociale, etc.). Il permettrait aussi d'assurer leur sécurité physique lorsqu'elles souhaitent sortir des contextes d'exploitation sexuelle.

RÉFÉRENCES

Ministère de la Sécurité publique. (2014). Bulletin d'information en prévention. La prévention de l'exploitation sexuelle des adolescents sur Internet: quelques conseils à l'intention des adultes. Montréal : Gouvernement du Québec. Récupéré de <https://www.securitepublique.gouv.qc.ca/police/publications-et-statistiques/bip/numeros/numero-3-juin-2014/en-ligne.html>

Ministère de la Sécurité publique. (2016). Programme de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des jeunes. Québec, Canada : Récupéré de <https://www.securitepublique.gouv.qc.ca/fileadmin/Documents/police/prevention/programme-financement/exploitation/2017-2018/programme-exp-sexuelle-2016-2021.pdf>

Szczepanik, G., Ismé, C. et Grisé, É. (2014). Portrait de l'industrie du sexe au Québec. Montréal, Canada : Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle. Récupéré de <http://www.lacles.org/wp/wp-content/uploads/Sommaire-portrait-final-CLES-2.pdf>





Don de toile : *Vers soi*

Artiste et membre du CALACS Jo HeArt
jsp.joheart@gmail.com

Explication du processus de création de la toile :

« Choisir d'entamer une démarche auprès du CALACS a été pour moi le début d'un processus libérateur pour retrouver le chemin Vers soi. »



CALACS

Centre d'aide et de lutte contre
les agressions à caractère sexuel
de Granby

